

velle. Depuis les premières tentatives on l'occupasi peu de cette grande affaire, que ce fut sans l'en prévenir que la cour de Versailles fit signifier à Saint-James qu'elle avait reconnu l'indépendance des provinces confédérées.

Cependant les forces de terre et de mer que l'Espagne employait dans le Brésil contre les Portugais étaient revenues. La riche flotte qu'elle attendait du Mexique était entrée dans ses ports. Les trésors qui lui arrivaient du Pérou et de ses autres possessions étaient à couvert. Cette puissance était libre de toute inquiétude et maîtresse de ses mouvemens lorsqu'elle aspira à la gloire de pacifier les deux hémisphères. Sa médiation fut acceptée, et par la France, dont la hardiesse n'avait pas les suites heureuses qu'elle s'en était promises, et par l'Angleterre, qui pouvait craindre d'avoir un nouvel adversaire à combattre.

XLVII.  
L'Espagne  
n'ayant pas  
réussi à  
réconcilier  
l'Angleterre  
et la France,  
se déclare  
pour cette  
dernière  
puissance.

Charles III soutint avec dignité le beau rôle dont il s'était chargé. Il prononça qu'on mettrait bas les armes, que chacune des parties belligérantes serait maintenue dans les terres qu'elle occuperait à l'époque de la convention, qu'on formerait un congrès où seraient discutées les prétentions diverses, et qu'on ne pourrait s'attaquer de nouveau qu'après s'être averti un an d'avance.

Ce monarque ne se dissimulait pas que cet arrangement donnait à la Grande-Bretagne la facilité de se réconcilier avec ses colonies, ou du moins de leur faire acheter par de grands avantages pour

son commerce le sacrifice des ports qu'elle occupait au milieu d'elles. Il ne se dissimulait pas qu'il blessait la dignité du roi son neveu, qui s'était engagé à maintenir les États-Unis dans l'intégrité de leur territoire. Mais il voulait être juste; et, sans l'oubli de toutes les considérations personnelles, on ne l'est point.

Ce plan de conciliation déplut à Versailles; et l'on n'y fut un peu rassuré que par l'espoir qu'il serait rejeté à Londres. C'est ce qui arriva. L'Angleterre ne put se déterminer à reconnaître les Américains indépendans de fait, quoiqu'ils ne fussent pas appelés aux conférences qui allaient s'ouvrir; quoique la France ne pût pas négocier pour eux; quoique leurs intérêts dussent être uniquement soutenus par un médiateur qui ne leur était attaché par aucun traité, et qui peut-être au fond de son cœur n'en désirait pas la prospérité; quoique son refus la menaçât d'un ennemi de plus.

C'est dans une circonstance pareille, c'est lorsque la fierté élève les âmes au-dessus de la terreur qu'on ne voit rien de plus à redouter que la honte de recevoir la loi, et qu'on ne balance pas à choisir entre la ruine et le déshonneur: c'est alors que la grandeur d'une nation se déploie. J'avoue toutefois que les hommes accoutumés à juger des choses par l'événement traitent les grandes et périlleuses révolutions d'héroïsme ou de folie, selon le bon ou le mauvais succès

qui les ont suivies. Si donc on me demandait quel est le nom qu'on donnera dans quelques années à la fermeté que les Anglais ont montrée dans ce moment, je répondrais que je l'ignore. Quant à celui qu'elle mérite, je le sais. Je sais que les annales du monde ne nous offrent que rarement l'auguste et majestueux spectacle d'une nation qui aime mieux renoncer à sa durée qu'à sa gloire.

Le ministère britannique ne se fut pas plus tôt expliqué, que la cour de Madrid épousa la querelle de celle de Versailles, et par conséquent celle des Américains. L'Espagne avait alors soixante-trois vaisseaux de ligne, et six en construction. La France en avait quatre-vingts, et huit sur les chantiers. Les États-Unis n'avaient que douze frégates, mais un grand nombre de corsaires.

A tant de forces réunies l'Angleterre n'opposait que quatre-vingt-quinze vaisseaux de ligne et vingt-trois en construction. Les seize qu'on voyait de plus dans ses ports étaient hors de service, et on les avait convertis en prisons ou en hôpitaux. Inférieure en instrumens de guerre, cette puissance l'était encore plus en moyens de tous les genres pour les employer. Ses dissensions domestiques énervaient encore ce qui lui restait de ressource. Il est de la nature des gouvernemens vraiment libres d'être agités pendant la paix. C'est par ces mouvemens intestins que les esprits conservent leur énergie et le souvenir toujours présent des droits de la nation. Mais dans la guerre il

faut que toute fermentation cesse, que les haines soient étouffées, que les intérêts se confondent et se servent les uns les autres. Il en arriva tout autrement dans les îles britanniques. Les troubles n'y furent jamais plus violens. Les prétentions opposées ne se montrèrent dans aucune circonstance avec moins de ménagement. Le bien général fut insolemment foulé aux pieds par l'une et par l'autre faction. Ces chambres où l'on avait autrefois discuté les questions les plus importantes avec éloquence, avec force, avec dignité, ne retentirent plus que des clameurs de la rage, que des insultes les plus grossières, que d'altercations aussi nuisibles qu'indécentes. Le peu qui restait de citoyens appelait à grands cris un nouveau Pitt, un ministre qui, comme lui, n'eût *ni parens ni amis*; mais cet homme extraordinaire ne se montrait pas. Aussi pensa-t-on assez généralement que ce peuple succomberait malgré la fierté de son caractère, malgré l'expérience de ses amiraux, malgré l'audace de ses hommes de mer, malgré l'énergie que doit acquérir une nation libre dans les secousses qu'elle éprouve.

Mais l'empire du hasard est bien étendu. Qui sait pour quel parti les élémens se déclareront? Un coup de vent arrache ou donne la victoire. Un coup de canon déconcerte une armée entière par la mort d'un général. Des signaux ou ne sont pas entendus, ou ne sont pas obéis. L'expérience, le courage, l'habileté, sont croisés par l'ignorance,

par la jalousie, par une trahison, par la certitude de l'impunité. Une brume qui survient et qui couvre les deux ennemis, ou les sépare, ou les confond. Le calme et la tempête sont également favorables ou nuisibles. Les forces sont coupées en deux par l'inégale célérité des vaisseaux. Le moment est manqué, ou par la pusillanimité qui diffère, ou par la témérité qui se hâte. Des plans auront été formés avec sagesse, mais ils resteront sans effet par le défaut de concert dans les mouvemens de l'exécution. Un ordre inconsidéré de la cour décide du malheur d'une journée. La disgrâce ou le décès d'un ministre change les projets. Est-il possible qu'une union étroite puisse longtemps subsister entre des confédérés d'un caractère aussi opposé que le Français emporté, dédaigneux et léger; l'Espagnol lent, hautain, jaloux et froid; l'Américain qui tient secrètement ses regards tournés vers sa mère-patrie, et qui se réjouirait des désastres de ses alliés, s'ils étaient compatibles avec son indépendance? Ces nations, soit qu'elles agissent séparément, soit qu'elles agissent de concert, tarderont-elles à s'entr'accuser, à se plaindre et à se brouiller? Leur plus grand espoir ne serait-il pas que des revers multipliés ne feraient tout au plus que les replonger dans l'état humiliant dont elles voulaient sortir et affermir le sceptre des mers dans les mains de la Grande-Bretagne, tandis qu'une ou deux défaites considérables feraient descendre pour jamais ce

peuple ambitieux du rang des premières puissances de cet hémisphère?

Qui peut donc décider, qui peut même prévoir quel sera l'événement? La France et l'Espagne réunies ont pour elles des moyens puissans; l'Angleterre, l'art de diriger les siens. La France et l'Espagne ont leurs trésors, l'Angleterre un grand crédit national. D'un côté la multitude des hommes et le nombre des troupes; de l'autre la supériorité dans l'art de conduire les vaisseaux et d'assujettir la mer dans les combats. Ici, l'impétuosité et la valeur, là, et la valeur et l'expérience. Dans un parti, l'activité que peut donner aux desseins la monarchie absolue; dans l'autre, la vigueur et le ressort que donne la liberté. Ici, le ressentiment des pertes et de longs outrages à venger; là, le souvenir d'une gloire récente et la souveraineté de l'Amérique, comme celle de l'Océan, à conserver. Les deux nations alliées ont cet avantage que donne la réunion de deux vastes puissances, mais l'inconvénient qui résulte de cette union même par la difficulté de l'harmonie et de l'accord, soit dans les desseins, soit dans l'emploi des forces. L'Angleterre est abandonnée à elle-même; mais, n'ayant à diriger que sa propre force, elle a l'avantage de l'unité dans les desseins, d'une combinaison plus sûre et peut-être plus prompte dans les idées: elle peut plus aisément subordonner à une seule vue ses plans d'attaque et de défense.

Pour avoir une balance exacte, il faut encore

peser la différente énergie que peut communiquer aux nations rivales une guerre qui, d'un côté, n'est à beaucoup d'égards qu'une guerre de rois et de ministres ; qui, de l'autre, est une guerre vraiment nationale, où il s'agit pour l'Angleterre de ses plus grands intérêts, d'un commerce qui fait sa richesse, d'un empire et d'une gloire qui font sa grandeur.

Enfin, si l'on considère l'esprit de la nation française opposé à celui de la nation qu'elle combat, on verra que l'ardeur du Français est peut-être également prompte à s'allumer et à s'éteindre ; qu'il espère tout lorsqu'il commence, qu'il désespère de tout dès qu'il est arrêté par un obstacle ; que par son caractère il a besoin de l'enthousiasme des succès pour obtenir des succès nouveaux ; que l'Anglais au contraire, moins présomptueux d'abord, malgré sa hardiesse naturelle, sait, quand il le faut, lutter avec courage, s'élever avec le danger, et s'affermir par la disgrâce : semblable à ce chêne robuste auquel Horace compare les Romains, qui, frappé par la hache et mutilé par le fer, renaît sous les coups qu'on lui porte, et tire une vigueur nouvelle de ses blessures mêmes.

L'histoire nous apprend encore que peu de liguees se sont partagé les dépouilles de la nation contre laquelle elles se sont formées. Athènes, victorieuse de la Perse, Rome sauvée d'Annibal ; dans les temps modernes. Venise échappée à la fameuse ligue de Cambrai ; et, de nos jours même,

la Prusse, qui, par le génie d'un homme, a su tenir tête à l'Europe, ont droit de suspendre notre jugement sur l'issue de la guerre présente.

Mais supposons que la maison de Bourbon ait les avantages dont elle a pu se flatter. Quelle doit être sa conduite ?

La France est, sous tous les points de vue, l'empire le plus fortement constitué, dont le souvenir se soit conservé dans les annales du monde. Sans pouvoir lui être comparée, l'Espagne est aussi un état d'un grand poids, et ses moyens de prospérité augmentent tous les jours. Le soin le plus important de la maison de Bourbon doit donc être de se faire pardonner par ses voisins les avantages qu'elle tient de la nature, qu'elle doit à l'art, ou que les événements lui ont donnés. Si elle cherchait à augmenter sa supériorité, l'alarme serait générale, et l'on se croirait menacé d'un esclavage universel. C'est peut-être beaucoup que les nations ne l'aient pas encore traversée dans ses projets contre l'Angleterre. Le ressentiment que les injustices et les hauteurs de cette île superbe ont inspiré partout doit être la cause de cette inaction. Mais la haine se tait lorsque l'intérêt se montre. Il est possible que l'Europe juge contraire à sa sûreté l'affaiblissement de la Grande-Bretagne dans l'ancien et le nouvel hémisphère, et qu'après avoir joui des humiliations, des dangers de cette puissance orgueilleuse et tyrannique, elle prenne enfin les armes pour la défendre. S'il en était

xlviii.  
Quelle doit être la politique de la maison de Bourbon, si elle est victorieuse.

ainsi, les cours de Versailles et de Madrid se veraient déçues de l'espoir qu'elles ont conçu d'une prépondérance décidée sur le globe. Ces considérations doivent les déterminer à presser les attaques, et à ne pas laisser à une politique prévoyante ou simplement jalouse le temps de faire de nouvelles combinaisons. Qu'elles s'arrêtent surtout à propos, et qu'un désir immodéré d'abattre leur ennemi commun ne les aveugle pas sur leurs véritables intérêts.

Les États-Unis ont montré à découvert le projet d'attirer à leur confédération toute l'Amérique septentrionale. Plusieurs démarches, celle en particulier d'inviter les peuples du Canada à la rébellion, ont dû faire croire que c'était aussi le vœu de la France. On peut soupçonner l'Espagne d'avoir également adopté cette idée.

La conduite des provinces qui ont secoué le joug de la Grande-Bretagne est simple, et telle qu'il fallait l'attendre. Mais leurs alliés ne manqueraient-ils pas de prévoyance, s'ils avaient réellement le même système ?

Le nouvel hémisphère doit se détacher un jour de l'ancien. Ce grand déchirement est préparé en Europe par la fermentation et le choc de nos opinions ; par le renversement de nos droits, qui faisaient notre courage ; par le luxe de nos cours et la misère de nos campagnes ; par la haine à jamais durable entre des hommes lâches qui possèdent tout, et des hommes robustes, vertueux même,

qui n'ont plus rien à perdre que la vie. Il est préparé en Amérique par l'accroissement de la population, des cultures, de l'industrie et des lumières. Tout achemine à cette scission, et les progrès du mal dans un monde, et les progrès du bien dans l'autre.

Mais peut-il convenir à l'Espagne et à la France, dont les possessions dans le nouvel hémisphère sont une source inépuisable de richesses, leur peut-il convenir de précipiter ce déchirement ? Or, c'est ce qui arriverait, si tout le nord de ces régions était assujéti aux mêmes lois, ou lié par des intérêts communs.

A peine la liberté de ce vaste continent serait-elle assurée, qu'il deviendrait l'asile de tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes intrigans, séditions, flétris ou ruinés. La culture, les arts, le commerce, ne seraient pas la ressource des réfugiés de ce caractère ; il leur faudrait une vie moins laborieuse et plus agitée. Ce génie, également éloigné du travail et du repos, se tournerait vers les conquêtes, et une passion qui a tant d'attraits subjugueraient aisément les premiers colons, détournés de leurs anciens travaux par une longue guerre. Le nouveau peuple aurait achevé les préparatifs de ses invasions avant que le bruit en eût été porté dans nos climats. Il choisirait ses ennemis, le champ et le moment de ses victoires. Sa foudre tomberait toujours sur des mers sans défense, ou sur des côtes prises au dépourvu. Dans peu les

provinces du midi deviendraient la proie de celles du nord, et suppléeraient par la richesse de leurs productions à la médiocrité des leurs. Peut-être même les possessions de nos monarchies absolues brigueraient-elles d'entrer dans la confédération des peuples libres, ou se détacheraient-elles de l'Europe pour n'appartenir qu'à elles-mêmes.

Le parti que doivent prendre les cours de Madrid et de Versailles, s'il leur est libre de choisir, c'est de laisser subsister dans le nord de l'Amérique deux puissances qui s'observent, qui se contiennent, qui se balancent. Alors des siècles s'écouleront avant que l'Angleterre et les républiques formées à ses dépense rapprochent. Cette défiance réciproque les empêchera de rien entreprendre au loin; et les établissemens des autres nations dans le Nouveau-Monde jouiront d'une tranquillité qui jusqu'à nos jours a été si souvent troublée.

C'est même, vraisemblablement, l'ordre de choses qui conviendrait le mieux aux provinces confédérées. Leurs limites respectives ne sont pas réglées. Il règne une grande jalousie entre les contrées du nord et celles du midi. Les principes politiques varient d'une rivière à l'autre. On remarque de grandes animosités entre les citoyens d'une ville, entre les membres d'une famille. Chacun voudra éloigner de soi le fardeau accablant des dépenses et des dettes publiques. Mille germes de divisions couvent généralement dans le sein des États-Unis. Les dangers une fois disparus, com-

ment arrêter l'explosion de tant de mécontentemens? Comment tenir attachés à un même centre tant d'esprits égarés, tant de cœurs aigris? Que les vrais amis des Américains y réfléchissent, et ils trouveront que l'unique moyen de prévenir les troubles parmi ces peuples, c'est de laisser sur leurs frontières un rival puissant et toujours disposé à profiter de leurs dissensions.

Il faut la paix et la sûreté aux monarchies; il faut des inquiétudes et un ennemi à redouter pour les républiques. Rome avait besoin de Carthage; et celui qui détruisit la liberté romaine, ce ne fut ni Sylla ni César, ce fut le premier Caton, lorsque sa politique étroite et farouche ôta une rivale à Rome en allumant dans le sénat les flambeaux qui mirent Carthage en cendre. Venise elle-même, depuis quatre cents ans peut-être, eût perdu son gouvernement et ses lois, si elle n'avait à sa porte, et presque sous ses murs, des voisins puissans qui pourraient devenir ses ennemis ou ses maîtres.

Mais, dans cette combinaison, à quel degré de félicité, de splendeur et de force, pourront avec le temps s'élever les provinces confédérées?

Ici, pour bien juger, commençons d'abord par écarter l'intérêt que toutes les âmes, sans en excepter celles des esclaves, ont pris aux généreux efforts d'une nation qui s'exposait aux plus effrayantes calamités pour être libre. Le nom de liberté est si doux, que tous ceux qui combattent pour

XXIX.  
Quelle idée  
il faut se  
former des  
treize pro-  
vinces con-  
fédérées.